

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place de Gaulle
68100 MULHOUSE

Mulhouse, le 25/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESSITY (ex TISSUE FRANCE)

USINE DE KUNHEIM
11 route industrielle
68320 KUNHEIM

Références : [0642_2022_02_22_ESSITY_Visite PPC](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement ESSITY (ex TISSUE FRANCE) implanté USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 KUNHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au début d'incendie ayant eu lieu le 15 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY (ex TISSUE FRANCE)
- USINE DE KUNHEIM 11 route industrielle 68320 KUNHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Essity fabrique des produits d'hygiène à partir de fibres neuves (mouchoirs, lingettes, papier toilette,...)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- [Incendie](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accident-incident	Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 4	/	Sans objet
Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 15-2	/	Sans objet
Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 15-3	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 15-7	/	Sans objet
Arrêt d'urgence	Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 16-4	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 16-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il apparaît que la réglementation n'impose pas d'exutoires de fumées pour les installations anciennes relevant de la rubrique 2445 E. De même l'étude de dangers de 2005 ne mentionne pas ce type d'installations dans l'atelier "mouchoirs" visité.

Par ailleurs, l'exploitant a mis en place au niveau de la machine de découpe des améliorations visant à empêcher à la source un départ de feu.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accident-incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2006, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration
Prescription contrôlée : "Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977. L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise."
Constats : Suite au début d'incendie du 15 décembre 2021 sur la machine de coupe de la ligne de mouchoirs (bâtiment 38), l'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 16 décembre et transmis le rapport BARPI le 20 décembre par mail. Le rapport BARPI précise la chronologie de l'incident ainsi que les mesures mises en œuvre. L'incendie a été éteint par l'équipe d'intervention interne. Les eaux d'extinction ont été recueillies dans le bassin de rétention prévu à cet effet (environ 6 m3) Les déchets de décontamination ont été mis dans 2 IBC, en attente de traitement (environ 1500 L) L'exploitant a précisé avoir recherché les causes de cet incendie ; la plus probable serait un échauffement mécanique. Des solutions de remédiation ont déjà été étudiées et mises en place (ajout d'une tête de sprinkler et déplacement de la partie transmission de la machine de coupe pour une maintenance facilitée) et d'autres sont encore à l'étude (système de mesure de température à demeure).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 15-2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : [...] Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositions de commande sont reportées près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles. [...]
Constats : Selon le rapport BARPI, lors de l'incendie et après coupure électrique, le système de désenfumage n'a pas pu être mis en route depuis le sol. Lors de la visite, il a été constaté les ouvrants en toiture sont des systèmes d'aération et non de désenfumage. A l'issue de la visite, l'exploitant a vérifié dans sa dernière étude de dangers de 2005 (DDAE) la partie concernant le désenfumage. Il n'est pas fait mention de désenfumage dans cet atelier. De plus, dans l'AMPG du 2 décembre 2021 pour la rubrique 2445 E (transformation de papier, carton), l'article 4.4 traitant du désenfumage ne s'impose pas aux installations existantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 15-3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques [...] périodiquement vérifiées. [...]
Constats : La vérification des installations électriques a été réalisée par Dekra le 07/05/2020 et le 14/06/2021. L'exploitant a précisé que le suivi de la levée des observations est réalisé par le service infrastructures
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 15-7
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : [...] Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Le personnel est formé régulièrement : En juin 2021 : exercice avec l'ensemble du personnel ainsi que les équipiers de seconde intervention Le 16/09/2021: exercice d'évacuation Le 20/01.2922 : exercice des équipiers de seconde intervention Les équipiers de seconde intervention réalisent une fois par an un exercice dans la maison à feu. 1 exercice commun avec DS Smith (site voisin) a lieu chaque année
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 16-4
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêt d'urgence
Prescription contrôlée : Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité. [...]
Constats : Lors de la visite de la ligne de fabrication des mouchoirs, il a été constaté la présence effective d'arrêts d'urgence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2006, article 16-4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) sont convenablement repérés et facilement accessibles.
Constats : Les extincteurs et RIA présents à proximité sont convenablement repérés et facilement accessibles. Ils ont en outre été vérifiés par Omnium le 27/10/21 (RIA) et le 8/09/21 (extincteurs)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet